

WATTAN TV

Les brèches de l'autonomie palestinienne
Une information obligée de ruser
L'épée de Damoclès israélienne
L'autosuffisance financière
Le journalisme palestinien, une profession impossible

Les territoires palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza n'ont jamais bénéficié jusqu'en 1994, de l'existence d'une presse audiovisuelle indépendante. De 1948 à 1967, la Bande de Gaza, administrée par l'Égypte, et la Cisjordanie, annexée par la Jordanie, pouvaient seulement capter les télévisions officielles égyptiennes et jordaniennes. Avec l'occupation israélienne, les Palestiniens ont été empêchés de bâtir un réseau de télévision indépendant, une telle hypothèse étant considérée par Israël comme un acte d'affirmation nationale impensable. En 1996, l'attribution d'une autonomie palestinienne sur de maigres portions de la Cisjordanie a permis l'émergence de la première télévision officielle palestinienne et de nombreuses télévisions privées, parmi lesquelles **Wattan TV** (La Patrie) brille par son indépendance. Cette station essaie de sortir des sentiers battus et de slalomer entre les contraintes politiques et techniques imposées par l'État d'Israël, l'administration militaire israélienne et l'Autorité nationale palestinienne (ANP). **Wattan** est la preuve que le travail de journaliste en Palestine reste un véritable parcours du combattant...

Les brèches de l'autonomie palestinienne

En mai 1994, le processus diplomatique entamé entre l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et l'État d'Israël débouchait sur l'autonomie de 65% de la Bande de Gaza et son administration par une toute nouvelle Autorité nationale palestinienne (ANP) dirigée par le président de l'OLP, Yasser Arafat. En janvier 1996, l'armée israélienne évacuait huit villes palestiniennes (3% de la Cisjordanie) et autorisait l'ANP à y déployer son administration et ses services de sécurité, 150 autres enclaves (24% du territoire) devenant des zones civilement autonomes mais quadrillées militairement par Israël.

Le système politique palestinien, bien qu'autoritaire, se veut démocratique. Par conséquent, l'accès à l'autonomie de portions de la Palestine a non seulement permis la création d'une télévision officielle, mais aussi l'émergence de télévisions privées, pour la première fois dans l'histoire palestinienne. **Wattan** n'est qu'une des 26 stations privées émettant à partir des zones administrées par l'ANP.

La chaîne fut fondée en 1996 par Amar Nazzal, un Palestinien originaire de Jénine, en Cisjordanie occupée, et Ghassan Garrar. Tous deux ont étudié ensemble le journalisme à l'Université palestinienne de Bir Zeit et fait de la prison en tant qu'étudiants activistes. Amar Nazzal a travaillé un an comme journaliste au sein du quotidien arabophone Al Qods. Les copropriétaires de la jeune télévision sont des ONG palestiniennes actives dans les domaines de l'agriculture et de la santé : le PARC (Palestinian Agricultural Relief Committee), le Medical Relief Committee, le Work Union of Health Committees et le Palestinian Hydrological Group. Ces quatre ONG ont été créées dans les années 80, avant l'Intifada.

La première émission de **Wattan** fut diffusée dès le mois d'avril 1996. La chaîne palestinienne a reçu sa licence du Ministère de l'Intérieur de l'ANP, depuis qu'Israël n'est plus officiellement habilité à intervenir dans le domaine de l'information. Elle émet 13 heures par jour et ses bulletins d'information sont diffusés en direct de 19h30 à 20h00. Les studios sont basés dans la ville autonome de Ramallah, à quelques encablures de Jérusalem. Émettant en UHF, son rayon d'émission lui permet de couvrir l'essentiel de la Cisjordanie occupée et autonome, la région centrale d'Israël, la Bande de Gaza et les collines frontalières de Jordanie. Deux zones échappent toutefois à sa couverture car elles sont situées dans des vallées extrêmement basses : Jénine, à l'extrême Nord de la Cisjordanie, et les rives palestinienne et jordannienne du Jourdain, situées deux cent mètres sous le niveau de la mer.

Une information obligée de ruser

Pour ses émissions, **Wattan** est obligée de tenir compte de la réalité sociologique et politique palestinienne. Un Conseil législatif palestinien a été élu démocratiquement et la séparation des pouvoirs est théoriquement inscrite dans les lois fondamentales de l'Autorité, mais la réalité sur le terrain est différente, surtout dans la Bande de Gaza. Là, règnent en maître les onze services de sécurité installés par Yasser Arafat qui exercent le pouvoir réel aux côtés d'administrateurs palestiniens, échappant aux pouvoirs législatif et judiciaire. Situés à gauche de l'échiquier politique, les promoteurs de la télévision privée sont naturellement portés à s'opposer au Fatah, le mouvement politique palestinien de Yasser Arafat, détenteur du pouvoir.

Comment se débrouillent les journalistes ? Pour Amar Nazzal, directeur : « *Il n'est pas évident de remettre en*

question les membres de l'ANP. *Quant à critiquer directement et nommément le Vieux [surnom d'Arafat], c'est une idée qu'il vaut mieux laisser tomber. Par conséquent, nous préférons organiser des forums de discussion sur antenne et mettre sur pied des débats politiques contradictoires, sans aucune exclusive.* » Ainsi, très souvent, des débats sont organisés en direct entre des représentants du Fath, du Front démocratique, du Front populaire, du Fida (Union démocratique) et du Hamas, lesquels peuvent se faire interpellés directement par les appels des téléspectateurs. *« Lorsqu'une information est dérangeante pour l'Autorité, nous nous arrangeons pour que ce soit un cadre protégé du Fath ou de l'Autorité qui la livre. Les tensions à l'oeuvre entre l'entourage d'Arafat et son propre mouvement nous donnent une relative marge de manoeuvre. Le ministre de la Culture, Yasser Abed Rabbo, nous apprécie également. Il faut être réaliste. A l'exception du Liban, nous sommes le seul espace audiovisuel libre de tout le Moyen-Orient arabe. »*

Dans ces conditions, **Wattan** parvient à couvrir la vie politique et sociale, les questions de droits de l'Homme, les conditions de travail, les problèmes locaux, tous sujets rarement abordés par les autres médias privés et encore moins par la PBC (Palestinian Broadcasting Corporation), la télévision officielle surnommée par les Palestiniens « Gaza TV ». Les responsables de la chaîne affirment leur volonté de renforcer la société civile démocratique palestinienne mais ils n'entendent pas défendre une identité politique collective.

L'épée de Damoclès israélienne

C'est à l'automne 1996 que **Wattan** a conquis ses lettres de noblesse et effectué son baptême du feu. A cette date, le gouvernement israélien de Binyamin Netanyahou avait décidé d'ouvrir un tunnel archéologique sous l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est, en contravention avec les résolutions des Nations unies et le principe du statu quo retenu pour les lieux saints. Adoptée dans un contexte où le processus de paix était gelé par la coalition nationaliste israélienne, cette décision avait immédiatement provoqué une vague de manifestations violentes à Jérusalem-Est et dans le reste des territoires occupés. Les affrontements entre civils palestiniens et forces israéliennes qui encerclent toujours les zones autonomes, avaient suscité l'intervention d'une police palestinienne dont certains membres avaient retourné leurs armes contre des soldats israéliens.

« Nous avons alors décidé de filmer les événements en direct et sans interruption. Pour la première fois, des affrontements étaient filmés sous un angle palestinien et diffusés sur une chaîne purement palestinienne, explique Amar Nazzal. Prétendant que le simple fait de diffuser des images des affrontements était une incitation à la violence, les autorités israéliennes se sont retournées contre l'ANP, laquelle a ordonné notre fermeture. Les téléspectateurs ont protesté et l'ANP a été obligée de nous autoriser à reprendre les émissions. » A plusieurs reprises à cette époque, les Israéliens remirent la pression et l'ANP aussi. Les protestations publiques se firent plus fermes et chaque fois **Wattan** put reprendre ses émissions. L'impact public de la chaîne privée eut pour effet d'amener de nombreux annonceurs privés.

En décembre 1998, lorsque les Etats-Unis attaquèrent l'Irak (crise du Ramadan), **Wattan** ne se contenta pas de diffuser des reportages en direct sur les manifestations palestiniennes de protestation, mais décida d'ouvrir ses antennes à des débats contradictoires sur l'attitude à adopter par rapport à cette crise. *« C'est incroyable, mais la télévision officielle, la PBC [Palestinian Broadcasting Corporation] n'a pas diffusé la moindre information sur ces bombardements. C'était deux jours après la visite historique de Clinton à Gaza et l'ANP était coincée. Nous avons chargé directement les images à partir de la chaîne satellite Al-Jazira. A nouveau, les autorités israéliennes protestèrent et firent pression sur l'ANP pour ordonner la fermeture de la télévision. Vingt quatre heures plus tard, elle était ouverte. »*

Récemment encore, des affrontements violents opposèrent les services de sécurité palestiniens au Fatah, mouvement officiellement présidé par Yasser Arafat, de plus en plus en butte avec l'ANP. L'Autorité palestinienne interdit alors de diffuser les images de répression des manifestations du Fatah et des tirs en provenance des quartiers généraux des forces de sécurité palestiniennes. L'interdiction émanait précisément de la police, de la Force 17 et des renseignements militaires. **Wattan** décida d'ignorer l'injonction et, grâce à sa popularité, ne fut pas inquiétée outre mesure. Mieux même, inondé de coups de téléphone de téléspectateurs excédés, Mohammed Liftawi, le gouverneur de Ramallah, vint personnellement s'excuser devant les manifestants !

L'autosuffisance financière

Financièrement, **Wattan** se garde bien de bénéficier de la manne des pétromonarchies. En 1996, son budget consistait en une mise de fonds de 50.000 dollars provenant de la famille de Amar Nazzal et de sa femme. Depuis 1997, elle est devenue une compagnie associant en partenariat les quatre ONG membres et dispose désormais d'une Assemblée des actionnaires et d'un Conseil d'administration.

Depuis ses débuts, le budget est passé de 80.000 à 150.000 dollars en 1998. Après une première année passée à éponger les dettes contractées, **Wattan** a commencé à tirer profit de ses ennuis et de sa renommée pour trouver des sources de revenus dans la publicité, la réalisation de clips publicitaires et la vente de reportages aux médias étrangers.

Animée par une équipe de cinq personnes à ses débuts, la télévision emploie aujourd'hui 26 salariés, dont huit sont inscrits à l'Union des Journalistes palestiniens. Son indépendance de ton lui vaut d'être la chaîne qui bénéficie de la

plus forte audience dans les territoires occupés, selon les relevés réalisés par deux universités indépendantes, celle de Bir Zeit et Al Najah de Naplouse. Ainsi, **Wattan** caracole en tête avec 26% d'audience, juste devant les chaînes arabes diffusées par satellite, Jazira et MBC, tandis que Falastîn (ou PBC), la télévision officielle, n'arrive qu'à la douzième place.

Le journalisme palestinien, une profession impossible

L'équipe de journalistes est composée de quelques rares professionnels formés à l'audiovisuel. En trente ans d'occupation israélienne, aucune activité journalistique audiovisuelle n'était tolérée, les seuls canaux d'expression se réduisant longtemps à des journaux imprimés à Jérusalem-Est, théoriquement interdits de vente et vendus clandestinement dans le reste des territoires occupés. L'audiovisuel indépendant est donc une nouveauté en Cisjordanie et à Gaza. Une bonne partie des journalistes a forgé son expérience dans la presse écrite et dans la radio. Deux journalistes sont en train d'acquérir une forte notoriété dans les territoires occupés. La première est Maha Abou Aïn, une journaliste radio de Ramallah. La seconde est Iman Abou Nizam, née dans le camp de réfugiés de Balata (Naplouse).

Leur premier reportage fut consacré à la destination réelle des investissements réalisés dans la région de Ramallah. **Wattan** fut ainsi la première télévision palestinienne à révéler que la plupart des investissements étaient destinés à encourager la consommation privée des classes sociales élevées plutôt qu'à mettre sur pied des moyens de production ou créer des emplois durables. D'autres reportages furent consacrés au désastre écologique causé par l'utilisation abusive de pesticides dans l'agriculture, un phénomène encouragé par les producteurs qui met aussi en question le manque croissant de terres cultivables dû aux confiscations israéliennes. Une autre enquête fut consacrée à la construction de nouveaux logements, la plupart réservés aux mieux nantis.

Le travail de journaliste en Palestine reste un véritable parcours du combattant en raison du cloisonnement imposé par Israël. Depuis la signature des accords d'Oslo en 1993, la Cisjordanie et surtout la Bande de Gaza sont hermétiquement bouclées par un cordon militaire israélien, seuls les biens économiques pouvant bénéficier de dérogations régulières. Le transit par Israël étant interdit, les Palestiniens ne peuvent donc pas circuler entre les territoires occupés. L'accès au territoire israélien est réservé à quelques privilégiés de l'Autorité palestinienne, tandis que le transit n'est autorisé qu'exceptionnellement à certaines catégories de la population comme les malades, etc.

Ces freins aux déplacements font qu'il est impossible pour un journaliste palestinien indépendant basé en Cisjordanie de couvrir directement les événements qui se déroulent à Gaza, et inversement. A moins que les journalistes ne soient domiciliés à Jérusalem-Est (annexée Israël), aucune télévision palestinienne ne peut faire correctement son travail. C'est pourquoi les téléspectateurs palestiniens n'ont pu voir de reportages effectués par des Palestiniens dans les rues israéliennes durant la campagne électorale de mai 99. L'inverse n'est pas vrai, les journalistes israéliens sont tout à fait libres de se déplacer sans entrave dans les territoires palestiniens, à l'exception de Gaza. On peut y décerner la cause du caractère parfois très local et éclaté de l'information sur **Wattan**.

« Par déontologie, nous avons un jour réalisé une émission en hébreu destinée à être captée par les habitants des colonies juives de Cisjordanie. Nous trouvions qu'il était utile qu'ils comprennent l'état d'esprit des Palestiniens, nous pensions à un processus de paix sérieux, explique Amar Nazzal . Nous avons été sommés de renoncer à toute nouvelle initiative de ce genre. Cela a été perçu comme une provocation... »

Pascal Fenaux

Sociologue et journaliste indépendant spécialisé sur le conflit israélo-palestinien.

Contact

E-Mail : Wattan@p-ol.com